

Questions orales

[Traduction]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, je pose ma question supplémentaire au premier ministre.

Il le sait, le Conseil économique du Canada révèle que, sur 16 pays, nous sommes en quinzième place à cause de notre taux de chômage élevé. Nous devrions avoir honte de notre taux de chômage. Il n'y a pas lieu de s'en vanter. Il faudrait que nous visions au plein emploi.

La récession, créée par le gouvernement, par ses programmes économiques de libre-échange, de privatisation et de déréglementation, n'a déjà que trop fait sentir ses effets. Il suffit de parler aux pauvres qu'on trouve partout dans le pays, aux familles de chômeurs et aux entreprises qui sont allées s'installer de l'autre côté de la frontière à cause des mesures du gouvernement.

Je le demande au premier ministre, dont les programmes ont si bien réussi à nous plonger dans la récession, quels programmes a-t-il pour nous en sortir?

• (1430)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, tous les députés, ou en tout cas la plupart, savent que depuis six ans, nos réalisations en matière de création d'emplois sont supérieures à celles des sept grands, et que notre croissance économique n'est dépassée que par celle du Japon.

Mis à part certains chiffres de la création d'emplois, il est vrai que l'économie est au ralenti. Mais depuis 1984, 757 000 Canadiens sont passés au-dessus du seuil de la pauvreté. Voilà, d'après tous les critères, une réalisation majeure vers la justice sociale. Nous cherchons à créer une nouvelle richesse dans un climat non inflationniste. C'est pourquoi les programmes du gouvernement ont été conçus de manière à éviter ce qui se passe dans d'autres pays industrialisés, où l'inflation frise les 10 ou 11 p. 100. Parce que l'inflation, qui frappe plus durement les pauvres et les personnes à revenu fixe, nous apparaît comme le mal le plus insidieux d'une économie; nous conservons les éléments qui ont apporté une prospérité sans précédent pendant six ans, avec l'espoir de pouvoir le faire à l'abri de l'inflation.

Si mon amie a une seule idée qui pourrait améliorer ce programme, qu'elle la soumette car tout ce que nous entendons dire du NPD, c'est qu'il faut toujours plus dépenser, dépenser et dépenser, toujours plus taxer, taxer et taxer.

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Démissionnez.

[Français]

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. La semaine passée, le Conseil économique a dit que la cause principale de l'inflation, ce sont les activités de son gouvernement. Hier, enfin, un ministre, le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, a admis que nous étions en récession. Encore hier, le *Conference Board* du Canada a dit que le Canada va souffrir de cette récession plus que tout autre pays dans le monde et que le Québec était pour souffrir de cette récession plus que n'importe quelle autre province. Hier, on a perdu à Montréal, 1 000 emplois! La cause? Les taux d'intérêt aberrants que vous nous faites endurer. Ma question est la suivante: Qu'est-ce que ce ministre entend faire pour nous faire sortir du pétrin dans lequel il nous a plongés, pour nous sortir de cette récession qu'il a créée?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, permettez-moi de rappeler à mon collègue comment cela a commencé. Il faut se reporter à 1988 et 1989, quand les pressions inflationnistes ont commencé à augmenter. À ce moment, le taux d'inflation et les pressions inflationnistes, que permettent de mesurer les coûts unitaires de la main-d'oeuvre, ont dépassé considérablement ceux des États-Unis, du Japon et de l'Allemagne. En tant que gouvernement, nous avons dû intervenir pour modérer ces pressions.

Cela a fait augmenter les taux d'intérêt. On cherchait également, par les taux d'intérêt élevés, à ralentir la croissance du crédit, dont le taux augmentait alors deux fois ou deux fois et demie plus vite que le taux nominal. Sans notre intervention, on se serait retrouvé exactement dans le pétrin où le Parti libéral du Canada nous a mis en 1981-1982.

Je suis persuadé que le député, qui n'a rien eu à faire là-dedans, a assez de recul pour comprendre que c'est ce genre de situation peu souhaitable que nous devons nous efforcer d'éviter dans la mesure du possible. C'est précisément ce que nous faisons, grâce aux politiques que nous avons décidé d'appliquer.